

intervention

les élus du groupe

SOCIALISTE_
_DEMOCRATE
ECOLOGISTE_
_APPARENTES

Auvergne-Rhône-Alpes

SESSION du 22 septembre 2016
Jean-Michel GUERRE – au nom du groupe
socialiste, démocrate, écologiste et apparentés

Modification du mode de partenariat de la Région avec les Agences d'Urbanisme d'Auvergne-Rhône-Alpes

Monsieur le Président,
Monsieur le Vice-Président,
Mes chers collègues,

Les Agences d'Urbanisme travaillent sur le moyen et le long terme. C'est un accompagnement de qualité pour les collectivités qui souhaitent maîtriser leur développement et comprendre les dynamiques à l'œuvre sur leur territoire. Elles assurent aux collectivités qui s'en saisissent, une expertise solide et une connaissance profonde des dynamiques locales, sans avoir à mandater des bureaux.

Pourtant, même dans une perspective purement économique, les agences d'urbanisme, ces structures partenariales dont le fonctionnement est mutualisé, sont imbattables face au bataillon de bureaux d'études auxquels vous aurez recours pour produire les nombreux schémas directeurs qu'il incombe à la Région de proposer ;

Le partenariat de chacune des Agences d'Urbanisme d'Auvergne-Rhône-Alpes (Clermont-Métropole, Région Stéphanoise, Région grenobloise, Aire métropolitaine lyonnaise) rassemble l'Etat, la Région, le Département, les EPCI, les communes, les Pôles métropolitains, les SCOT, mais aussi les Chambres consulaires, les Universitaires, les Etablissements publics fonciers, l'ADEME, les bailleurs sociaux, *etc.*

En Auvergne et en Rhône-Alpes, le travail des agences d'urbanisme était financé à hauteur de 500 000€ par an. C'est six fois moins que ce que vous offrez aux chasseurs. Mais ces 500 000€ manqueront cruellement à la Région, notamment dans la perspective de l'élaboration de son SRADDET, où il sera demandé une interaction très forte entre les 4 métropoles et la Région.

Il ne s'agit pas d'une modification du mode de partenariat de la Région avec les Agences d'Urbanisme : la Région se retire, purement et simplement, des agences d'urbanisme et transfère les dépenses afférentes aux collectivités locales.

Nous voterons donc contre ce rapport, en vous demandant M. le Président, de ne pas mener une fatwa contre l'ingénierie des territoires. Vous confondez fonctionnement et ingénierie.